

Jacques Julliard: «Le grand déclassement: la France en miettes»

CHRONIQUE - Abandon d'une exigence nationale, désindustrialisation, affaissement de l'école: l'historien et essayiste* décrit les facettes du déclin français que la crise du coronavirus a fait éclater au grand jour.

Par Jacques Julliard
Publié hier à 19:17,
Mis à jour hier à 19:17



François BOUCHON/Le Figaro

«Hé quoi? Pas un visage? Pas un nom? Pas même une idée, fût-elle négative? »

François Mauriac, *Le Bloc-notes* (coll. «Bouquins», tome I, p. 146).

Déclassement! J'ai longtemps renâclé à ce mot qui avait commencé à circuler au printemps dernier. Et puis, il a bien fallu se rendre à l'évidence. On doit la vérité à qui l'on aime, surtout quand cette personne est la France. Elle ne va pas bien, la France, elle baisse, comme on dit des vieilles gens, elle descend en deuxième division, comme on dit au football.

Et cela pour de multiples raisons. D'abord parce que notre siècle est la revanche des grands espaces sur les petits, des vastes champs de labour sur les jardins de curé. Or la Russie, la Chine, les États-Unis, l'Inde, le Brésil sont à eux seuls des quasi-continents, quand la France n'est que la pointe avancée d'un promontoire.

Ensuite et surtout, parce que nous sommes las de nos gloires passées qui ne disent plus rien à notre jeunesse. Dans notre for intérieur, nous avons déjà secrètement acquiescé à notre déclin. Les efforts et les sacrifices que les Français ont dû consentir pour accompagner Louis XIV, Napoléon et pour finir Charles de Gaulle dans leur quête de la grandeur, ils ne sont pas disposés à les renouveler. Notre affaissement actuel a commencé en 1918, quand nous sortîmes vainqueurs, mais épuisés, de notre combat contre l'Allemagne. Or voilà que la pandémie de Covid-19 nous dit tout haut ce que nous nous murmurions tout bas.

Le renoncement à la puissance

D'abord que la France n'est plus une grande nation industrielle, quand l'industrie demeure une des bases essentielles de la puissance. Nous avons besoin d'importer de Chine des substances pharmaceutiques élémentaires comme le paracétamol. Résultat: l'industrie pharmaceutique française est à la traîne, et c'est un crève-cœur de voir le pays de Pasteur distancé dans la course au vaccin par les États-Unis et la Russie, mais aussi par l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Ce n'est qu'un exemple révélé par la crise. Nos élites financières mondialisées ont poussé à la vente, suivie du dépeçage, de nos fleurons industriels, tels Thomson (électronique), Arcelor (acier), Lafarge (ciment), Péchiney (aluminium) et, pour partie, Alstom (transports). Anecdote: on a fermé la carrière de grès rose de Fréhel (Côtes-d'Armor) parce qu'il était plus commode de l'importer de Chine... Songeons que l'agriculture française, la première d'Europe, et longtemps notre fierté, ne cesse de perdre du terrain et que son bilan commercial net sera bientôt négatif. Hormis quelques

secteurs de pointe, comme l'aéronautique, héritage de l'ère gaullienne, notre économie, fondée essentiellement sur la finance, les assurances, les services et le tourisme, sous prétexte de se tertiariser tend à se tiers-mondiser.

Nous allons sortir de la pandémie proprement essorés, tandis que la prépondérance allemande sera renforcée

C'est Chevènement et Montebourg qui avaient raison, et je me reproche de ne les avoir pas soutenus. D'autant plus que tabler sur l'industrie plutôt que sur la finance est sans doute en régime capitaliste la meilleure façon de s'opposer à l'arrogance et au cynisme de l'argent.

Résultat: nous ne sommes plus compétitifs, et, dans la confrontation avec nos amis allemands, nous ne cessons de reculer. Ce n'est pas là seulement question d'amour-propre: pour édifier un ensemble franco-allemand, nécessaire à l'affirmation de l'Europe comme puissance politique à l'échelle mondiale, il faut que les deux composantes soient à peu près sur pied d'égalité. Or nous allons sortir de la pandémie proprement essorés, tandis que la prépondérance allemande sera renforcée.

Fin de la classe ouvrière

L'autre conséquence de la désindustrialisation, c'est qu'il n'y a plus en France de classe ouvrière. J'entends par là un monde du travail organisé, fier de lui-même, de ses combats contre l'exploitation matérielle et l'aliénation morale - «*une société d'hommes fiers et libres*», selon le mot de Fernand Pelloutier. La France n'a jamais été aussi grande, aussi rayonnante que lorsque la classe ouvrière, au-delà de ses revendications habituelles, s'affirmait, comme en 1906, en 1936, en 1945, partie prenante de la nation, et disposée à prendre une place de premier plan à sa direction politique. Il a toujours existé dans le syndicalisme français, à la CGT comme à la CFDT, cette haute exigence intellectuelle qui élevait l'individu au-dessus de lui-même, autrement dit cette «*morale de producteurs*» (Georges Sorel), sans laquelle le socialisme cesse d'être une représentation collective porteuse d'émancipation et n'est plus que la piteuse défroque du totalitarisme.

Ce que l'on nous propose à la place, ce revenu universel sorti tout droit des officines ultralibérales de l'école de Chicago, peut être momentanément nécessaire, mais consacre le passage du statut de travailleur à celui d'assisté pour un nombre croissant d'individus. C'est l'antisocialisme par excellence.

Fin de l'ambition intellectuelle

Le second recul français concerne l'enseignement et la recherche. Ici, au contraire, je ne cesse depuis des années de donner de la voix au risque de m'égosiller. Comment la classe politique tout entière peut-elle regarder sans rougir cet inexorable recul de l'école française dans tous les classements Pisa, par rapport aux autres pays européens ou extrême-orientaux? Comment considérer sans rire à gorge déployée le destin du baccalauréat, qui, de couronnement des humanités secondaires, est devenu, comme le revenu universel, une forme imprescriptible des droits du citoyen au diplôme, en dehors de toute exigence de niveau? Comment, surtout, constatons-nous sans réagir une désaffection croissante pour les études scientifiques, notamment en physique et chimie, dans l'enseignement supérieur?

Certes, le phénomène n'est pas propre à la France, il n'en est pas moins préoccupant par ses conséquences, en particulier le recul de l'esprit scientifique dans la population. En témoigne la défiance croissante à l'égard des vaccins, pour des raisons le plus souvent fantasmagiques. Avant même la crise du Covid-19, le pays de Pasteur, était, encore lui, de loin en Europe l'un de ceux où la défiance antivaccinale était la plus élevée, atteignant près du tiers de la population ; depuis, comme on l'a vu avec le succès viral de *Hold-up*, la France est devenue terre d'élection des thèses complotistes les plus débiles. Comme si la désaffection croissante à l'égard de sa religion fondatrice, le christianisme, s'accompagnait de formes de plus en plus marquées de superstitions primitives.

Depuis quand ne s'est-il pas levé sur notre sol un grand écrivain?

Oui, notre école est à reconstruire. Il faut en finir une fois pour toutes, comme l'a bien vu Jean-Michel Blanquer, avec les thèses infantilisantes qui prétendent mettre l'élève au centre, et rétablir le savoir et la raison au cœur du dispositif. Ce n'est plus, comme jadis, affaire de droite et de gauche. Le combat commun à Aristote, saint Thomas d'Aquin, Condorcet, Einstein est un combat pour la civilisation (en allemand *Kulturkampf*) contre les ténèbres de l'ignorance et la résurgence du cerveau reptilien.

C'est une chose étrange et inédite, comme si, en perdant son esprit éducatif, la France avait perdu aussi son souffle créateur. Depuis quand ne s'est-il pas levé sur notre sol un grand écrivain, j'entends un de ces écrivains-époque qui, au-delà de son génie propre, permet à tout un peuple de se reconnaître et de communier dans son avenir, à la façon de Rabelais, Molière, Voltaire, Balzac, et Hugo? Déjà, les grands du XX^e siècle, les Proust et les Claudel, sont demeurés les écrivains d'une élite.

Un juin 40 à la petite semaine

Le seul nom qui se détache aujourd'hui est celui de Michel Houellebecq. C'est à coup sûr le meilleur sociologue d'un pays sans cesse à la merci d'une crise nerveuse et qui s'enfonce inexorablement dans la dépression. Il ne serait pas difficile de faire la même démonstration à propos de la peinture, de la musique ou encore des sciences humaines. Où sont les Picasso et les Matisse, les Messiaen et les Boulez, les Braudel et les Lévi-Strauss d'aujourd'hui? La conséquence de cette baisse de potentiel généralisée, c'est une société en voie de fragmentation, comme nous en avertissaient depuis des années Christophe Guilluy ou encore Jérôme Fourquet, qui parle d'archipellisation.

Nous avons vu les ouvriers, les artisans successivement chassés des grandes métropoles, puis des banlieues elles-mêmes, pour laisser place à l'affrontement anxigène de la bourgeoisie mondialisée et du prolétariat sans travail des immigrés ; nous avons vu la jeunesse de la France périphérique privée de tout espoir, les classes moyennes en état d'insurrection hebdomadaire, comme l'a montré l'épisode loin d'être terminé des «gilets jaunes».

Nous avons vu les écarts de salaires exploser, passant au sein des grandes sociétés de 1 à 50 lors des Trente Glorieuses à 1 à 500 aujourd'hui, comme l'a souligné Pierre Vermeren (1) ; nous avons vu, dans ce que l'on ose encore qualifier de culture de masse, la population exposée à la hantise des feuillets, à l'obsession de la

pornographie, aux progrès de la drogue et d'une économie parallèle bien plus florissante que l'autre... On pourrait continuer. Nous avons le sentiment de vivre un juin 40 à la petite semaine.

Fin du primat de l'intelligence

Aucun des problèmes multiples que connaît la France ne serait insoluble, tant ses ressources naturelles et humaines sont considérables, si elle était enfin dirigée. Ce n'est pas de commandement que nous manquons le plus, mais de direction. Il n'y a plus personne, ni dans la famille, ni à l'école, ni à l'Église, ni dans l'État pour proposer des normes communes et orienter les intelligences et les énergies vers des objectifs communs. Nous sommes tombés par étapes successives dans les pires formes de l'anarchisme petit-bourgeois, qui ne doit rien à Proudhon ni à Bakounine, mais qui se complaît dans l'individualisme égoïste et le consumérisme du veau qui tête.

Les deux grands problèmes sociaux du moment, la réconciliation de la France périphérique avec la France mondialisée, l'intégration des immigrés à la communauté nationale supposent un projet qui fédère les cœurs et les intelligences. Comment espérer détourner la jeunesse musulmane des séductions de l'islamisme politique si on n'a à lui proposer qu'une caricature de modernité à base d'aides sociales et de vacances forcées?

C'est pitié de voir Jean-Luc Mélenchon sacrifier son intelligence et sa culture aux démons du ressentiment et de la démagogie

Que reste-t-il de la France si elle renonce à être le parti de l'intelligence? Le jour où l'on apprit que, sous prétexte de ne pas défavoriser les étudiants d'origine modeste, le rapport Thiriez proposait la suppression de l'épreuve de culture générale à l'oral du concours de l'ENA, il devint évident que l'égalitarisme était devenu le nom hypocrite du renoncement. Décidément, la France fait aujourd'hui beaucoup d'efforts pour devenir bête.

Car il serait illusoire de compter sur ceux que l'usage nous contraint à appeler les élites pour résister à cette ruée collective vers le déclassement. Ainsi en politique. Si Emmanuel Macron doit être réélu dans dix-huit mois, il le devra d'abord à la faiblesse de la concurrence. La gauche continue de creuser obstinément son tombeau en abandonnant en rase campagne les classes populaires. C'est pitié de voir Jean-Luc Mélenchon sacrifier son intelligence et sa culture aux démons du ressentiment et de la démagogie. C'est pitié plus grande encore de voir ces mêmes classes populaires, écoeurées par la désertion de leurs défenseurs traditionnels, en être réduites à se reporter sur Marine Le Pen, qui ne fait manifestement pas le poids. Certes, il existe au sein de la classe dirigeante des individus conscients des enjeux et dotés de l'intelligence politique nécessaire. Mais aucun d'entre eux ou d'entre elles ne possède le leadership capable d'entraîner une large adhésion, sauf peut-être Xavier Bertrand, qui propose un référendum sur la laïcité, la sécurité et l'immigration.

Le résultat, c'est que la France a cessé d'être gouvernée, elle n'est qu'administrée, et le pouvoir réel appartient aux hautes sphères de la fonction publique. Beaucoup des absurdités que chacun dénonce depuis un an proviennent de ce que la France est tout à la fois suradministrée et sous-gouvernée. La forme du parti est à ce point discréditée que, l'une après l'autre, les formations politiques l'éliminent de leur appellation. On se définit désormais par une manière d'être plutôt que par une appartenance: insoumis, marcheurs, républicains. Le Parti socialiste, un des derniers survivants, s'apprête à sauter le pas: les «socialistes» à la place de «Parti socialiste», proposé par François Hollande. On est saisi d'effroi devant de tels bouleversements...

La vérité, c'est qu'aucun parti n'offre aux Français une perspective d'avenir crédible. Le projet des Insoumis est celui de la guerre sociale ; celui des Verts, un bégaiement monomaniacal (le réchauffement climatique) ; celui du Rassemblement national, une causalité obsessionnelle (l'immigration). Le projet saint-simonien (2) de Macron (les think-tanks + le numérique, à la place des Soviets + l'électricité de Lénine) était un programme pour temps calme et faisait l'impasse sur la désespérance des classes populaires (retraites, «gilets jaunes»), sur la guerre larvée que nous mène l'islamisme, sans parler des accidents imprévisibles de la conjoncture (Covid-19), de sorte que le Macron de 2020 n'a plus rien à voir avec celui de 2017.

Au fond, tout le monde, sans le dire, rêve, à défaut de l'homme-providence, d'un de Gaulle collectif (3), qui, appuyé sur la réforme intellectuelle et morale qu'appellent les grandes épreuves, réunirait les Français autour d'une ardeur partagée.

Ici le rôle du commentateur prend fin. À l'Histoire de jouer.

(1) *Pierre Vermeren, «La France qui décline. Les Gilets jaunes, une jacquerie au XXI^e siècle» (Tallandier, 2019), à qui les réflexions ci-dessus doivent beaucoup. Voir aussi Marcel Gauchet, «La vérité de cette crise, c'est le déclassement», «L'Express», 14 mai 2020.*

(2) *Frédéric Rouvillois, «Liquidation. Emmanuel Macron et le saint-simonisme» (Éditions du Cerf, 2020).*

(3) *Éric Thiers, «La Mystique constitutionnelle gaullienne: l'ombre portée du Général», «Pouvoirs», n^o 174, 2020.*

* *Éditorialiste de l'hebdomadaire Marianne*